



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Réunion Ad hoc d'experts
Tunis, Tunisie 30 et 31 octobre 2018

**La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au
service de la transformation structurelle**

Rapport de la réunion

I. Les objectifs de la réunion

1. La réunion Ad hoc d'experts sur la révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle s'est tenue à Tunis (Tunisie) les 30 et 31 octobre 2018, à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en partenariat avec le Gouvernement tunisien.
2. La réunion avait pour objectif global un examen complet de l'écosystème de données dans la perspective de la révolution des données émergentes fondée sur des statistiques économiques et sociales de qualité nécessaire à la transformation économique et à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine en Afrique du Nord.

Plus particulièrement, la réunion visait à :

- Présenter et discuter les résultats du rapport sur la révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle et, partager les informations, les expériences, les bonnes pratiques et les défis des pays de l'Afrique du Nord en matière de production, analyse et diffusion des données statistiques ;
- Identifier et soutenir les intervenants dans la chaîne de production des données en Afrique du Nord qui travaillent à satisfaire la nouvelle demande de données des ODD et de l'Agenda 2063
- Approfondir la réflexion et faire des recommandations sur les domaines qui demandent à être renforcés, notamment la gouvernance institutionnelle des ONS, les besoins en infrastructures et nouvelles données pour le suivi des ODD et l'Agenda 2063, le rôle des nouvelles technologies de l'information et enfin, la coordination des ONS et les mécanismes de budgétisation et de mobilisation des ressources.

II. La participation

3. La réunion a enregistré la participation des représentants des institutions nationales impliquées dans la production, l'analyse et la diffusion des données statistiques et du suivi de la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 (Ministère des affaires étrangères et de la coopération, Ministère de la planification et des finances ; Ministère en charge de l'environnement et du développement durable, Institution en charge des statistiques, Conseil économique, social et environnemental) ainsi que les Ministères en charge de l'emploi et de l'agriculture. Les pays suivants étaient représentés : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie et Soudan. Ont également participé à la réunion le Secrétariat général de l'UMA, AFRISTAT, le PNUD, la FAO, le PAM, l'OIT et la BAD ainsi que des organisations de la société civile et les médias. La liste des participants est jointe en annexe.

III. L'ouverture de la réunion

4. Trois allocutions ont été prononcées à l'ouverture de la réunion, respectivement par Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA ; M. Diego Zorrilla, Coordonnateur résident de l'ONU et Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie et M. Saidi Hedi, Directeur général de l'Institut national de la statistique de la Tunisie.
5. Mme Lilia Naas a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle a ensuite rappelé qu'au cours de la période précédant l'adoption de l'Agenda 2030, les Etats membres et le Système onusien ont reconnu l'importance cruciale des données et la nécessité de renforcer la capacité des systèmes statistiques à produire des données fiables pour évaluer la mise en œuvre des Objectifs et les cibles de développement durable. À cet effet et vu l'importante demande des pays africains pour les appuyer dans le domaine des statistiques et des données, le Secrétaire Général de l'ONU a mis en place - aux fins de réflexion et suggestions de solutions pratiques - un Groupe de Haut Niveau (GHN). Ce

dernier a subséquemment publié un Rapport qui a mis en exergue l'importance d'un nouveau partenariat entre les gouvernements, les partenaires au développement et, surtout, la société civile afin de révolutionner les données et les statistiques.

6. Mme Naas a soulevé qu'il existe deux importants défis pour les pays en développement à savoir la demande croissante en données désagrégées, ainsi que l'élaboration d'un cadre national d'indicateurs devant servir à informer et évaluer la réalisation des ODD. Dans ce cadre, elle a fait remarquer que suite à des études et des rapports publiés récemment par des institutions internationales et/ ou régionales, l'on assiste à une plus grande reconnaissance du fait que l'exploitation de la révolution des données est un atout pour accélérer le développement durable sur le continent.

7. Elle a poursuivi tout en faisant observer l'absence des pays de l'Afrique du Nord dans les études et recherches sur la révolution des données avec des études cas sur dix pays africains, réalisées par la CEA et dont un rapport a été récemment publié sur leurs écosystèmes nationaux de données. Elle a terminé son allocution qu'elle se réjouit que la présente étude vienne combler un vide au niveau des pays d'Afrique du Nord et sera une référence sur la situation des écosystèmes nationaux et leur capacité à soutenu la révolution des données pour un meilleur suivi des ODD et de l'Agenda 2063.

8. Mme Naas, après avoir rappelé l'objectif de la réunion et présenter le déroulement des travaux, a indiqué que les recommandations de la réunion seront présentées au Comité intergouvernemental d'experts du Bureau Afrique du Nord de la CEA, dont les travaux ont démarré le 30 octobre 2018 en parallèle à la réunion Ad hoc des experts.

9. M. Diego Zorrilla, Coordinateur résident de l'ONU et Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie a souligné que la révolution des données était l'une des tendances mondiales les plus marquantes aujourd'hui au vu du volume croissant des données internationales (2,7 Z etabites). Il a indiqué que L'ONU est dans rôle de faire la promotion des données en vue de faciliter la mise en œuvre du développement inclusif et durable. Cependant, la disponibilité des données n'est pas ce qui compte, elles sont nécessaires pour pouvoir alimenter les décisions politiques. C'est pour cette raison qu'il est indispensable de mettre en place un mécanisme continu pour évaluer ces politiques publiques.

10. Prenant la parole à son tour, M. Hedi Saidi, Directeur général de l'Institut national de la statistique de la Tunisie, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié la CEA, pour avoir pris l'initiative d'organiser cette rencontre. Il a souligné le rôle essentiel des ONS dans la production des données statistiques nécessaire dans la mise en œuvre et le suivi des ODD et de l'Agenda 2063.

11. M. Saidi a rappelé les défis majeurs liés aux statistiques et système des données au sein des instituts nationaux de la statistique dont : les insuffisances remarquées quant à la disponibilité des données statistiques, le besoin en statistiques plus détaillées et désagrégées dans certains secteurs jamais couverts tels la gouvernance et la sécurité, le besoin de marge et d'indépendance scientifique pour pouvoir aborder des sujets sensibles, la question législative et organisationnelle des ONS.

12. Dans son Illustration sur les réalisations liées aux statistiques et système de données au sein des ONS, M. Saidi a mentionné que :

- Par rapport à la question législative et organisationnelle, une loi en Tunisie a été mise en œuvre pour refondre l'appareil statistique et résoudre le problème de confidentialité. Le processus a été basé sur les standards internationaux.
- En ce qui concernant la production des statistiques, l'INS est actuellement en train de travailler avec la CEA pour introduire la collecte des données à travers la technologie mobile.
- Une stratégie sous régionale décentralisée pour le développement des indicateurs a été mise au point pour mieux gérer les données.

- La Tunisie a développé une Charte dérivant les étapes à suivre pour produire des statistiques de qualité assorti d'un calendrier bien établi pour la diffusion des données.
- La création d'un groupe de travail au sein de l'INS pour assurer la qualité.

13. Pour terminer, le Directeur général de l'INS de la Tunisie, a exhorté les experts à explorer toutes les pistes de réflexion et d'actions nécessaires à l'appropriation de la révolution des données par les ONS afin d'améliorer la production et la qualité des statistiques pour un meilleur suivi des ODD et de l'Agenda 2063.

IV. Déroulement des travaux

Session 2 : Les méga données et la transformation structurelle en Afrique

14. Cette session a été consacrée à un point de situation sur la place des mégadonnées et leur traitement au niveau du Continent, ainsi que sur les enjeux que cela comporte et les solutions préconisées pour relever les défis dans ce domaine. La problématique du Big data a été aussi abordé et le lien avec la transformation structurelle des économies en Afrique.

15. M. Molla Hunegnaw Asmare, du Centre Africain pour la statistique de la CEA, a fait une présentation exhaustive intitulée « Les mégadonnées : état des lieux, défis et perspectives ». Il y a i) défini les contours de ce qui est appelé aujourd'hui la Révolution des data ; ii) expliqué les différentes catégories de données et leurs sources ; et iii) rappelé l'importance qu'accorde la CEA à la révolution des données en tant qu'outil d'innovation unique et les efforts qu'elle déploie pour aider les pays africains à en profiter de manière optimale.

16. Les idées forces développées par l'intervenant sont les suivantes :

- L'explosion des données et la multiplicité des ressources que le monde connaît n'engendrent pas nécessairement des statistiques pertinentes pour la formulation des politiques de développement, même s'il peut être pertinent de les exploiter au besoin ;
- La révolution des données ne peut avoir de sens que si trois conditions étaient réunies : l'accès facile aux données ; la prise en compte de tous dans les données et l'ouverture des données à tous ;
- L'analyse des mégadonnées et les différentes méthodologies utilisées à cet effet font aussi partie intégrante de la révolution des données, d'où la nécessité de maîtriser les outils, former aux différentes méthodologies analytiques ; les innover et aider les pays dans ce domaine ;
- Celle-ci est la tâche à laquelle s'attache la CEA et qui prend différentes formes dont : le renforcement des capacités des pays ; le déroulement d'activités d'accompagnement régulières pour innover les processus de production statistique ; la promotion de partenariats intra-institutionnels pour la production et la collecte de données ;
- Quant au Big Data, il se définit par son ampleur, l'Open data se définit par son usage et reflète l'intention de démocratiser l'information, mais cette différence n'exclut pas la complémentarité entre les deux catégories. Cependant, l'Open data suscite aussi un grand débat sur la qualité et la fiabilité, ce qui incite aussi à l'innovation et la mise à niveau de l'Open data.
- La garantie de la production de données de qualité nécessite la conjugaison de quatre facteurs essentiels : le financement adéquat ; le renforcement des partenariats ; la périodicité des évaluations nationales ; la promotion de l'innovation et la mise en place de cadres législatifs appropriés.

17. Les discussions sont assez principalement sur les difficultés que rencontrent les pays africains et ceux de la sous-région Afrique du nord au vu de l'ampleur des demandes statistiques, et ce, à la lumière de quelques expériences nationales présentées brièvement par les intervenants (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan, Tunisie).

- Parmi ces difficultés, les participants ont insisté sur le manque de financements adéquats, car produire des données et les traiter représente une activité économique en soi et nécessite des coûts conséquents ;
- Les rôles et les responsabilités des Bureaux nationaux de la statistique ont été évoqués longuement et certains intervenants ont rappelé avec emphase le devoir qui incombe à ces Bureaux de répondre dument à la demande d'indicateurs au profit d'un large éventail d'acteurs (les médias, la société civile, le secteur privé, etc.). D'où la nécessité de porter l'effort sur les trois aspects fondamentaux que sont la restructuration, la priorisation et le financement ;
- Surmonter le problème d'inégalité d'accès aux données et assurer la démocratisation de l'accès à l'information ont été largement débattus par les intervenants qui y ont vu un défi que les offices nationaux de la statistique doivent relever en : se mettre à jour, créer des partenariats ; et faire le plaidoyer afin de sensibiliser les différents acteurs sur l'importance des données pour informer tout processus de prise de décision ;
- Le développement des indicateurs et le choix des plus pertinents pour la mise en œuvre des objectifs relatifs aux agendas 2030 et 2063, représentent aussi un défi pour les différents acteurs dont certains ont souligné la nécessité de procéder à un meilleur ciblage des indicateurs en les alignant sur les deux agendas, et d'y réallouer les ressources adéquates ;
- Reconnaissant l'inévitable complémentarité entre les statistiques officielles et les mégadonnées, et en vue de transformer ces dernières en statistiques officielles, les intervenants ont souligné la nécessité de réviser éventuellement les dix principes fondamentaux de la statistique officielle ;
- Vu la prolifération des données, leur flux incessant et la diversité des producteurs, les participants ont exprimé leur perplexité quant au devenir des ONS, des statistiques officielles et même des statisticiens, surtout avec l'apparition de nouvelles spécialités (Data scientists, etc.) ;
- Les experts ont abordé des questions connexes de l'adéquation qui s'impose entre le volume des données et leur qualité et la mise en place de cadres juridiques adéquats pour la protection des données personnelles ;
- Un fort consensus s'est également dégagé des discussions autour de la nécessité pour les pays de la sous-région de moderniser leurs modèles statistiques, bénéficier des nouvelles méthodes de collecte et d'analyse, profiter de la pertinence du big data, renforcer la priorisation des indicateurs et étudier les moyens de réduire les coûts inhérents à ces opérations d'extraction et de traitement des données.

Session 3 : Enseignements tirés du projet de l'utilisation des technologies mobiles dans la production et l'exploitation des données statistiques dans deux pilotes en Afrique du Nord.

18. Deux communications ont été faites dans cette session, respectivement par les représentants de l'Égypte et de la Tunisie. Ces deux pays pilotes ont été retenus par la CEA, dans le cadre du 9^{ème} projet de développement des Nations Unies, ont partagé leurs expériences dans l'utilisation des technologies mobiles pour produire et exploiter des données statistiques.

19. M. Nejib ElKhelifi, Directeur de l'exploitation informatique de l'Institut national de la statistique (INS) de la Tunisie, a commencé sa présentation par une brève description de trois projets spécifiques, menés par l'INS de la Tunisie. Le premier projet « IPC » consiste à suivre l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Les prix sont collectés à partir de tablettes et les points de vente correspondants peuvent être localisés sur Google Maps. Ce système de collecte des données par technologie mobile a ensuite été généralisé pour conduire des enquêtes sur la consommation des ménages. Le deuxième projet « Air Stat » est basé sur l'utilisation de technologies de pointe (accès aux données de n'importe où et n'importe quand, système d'information géographique (SID) de nouvelle génération, sécurisation du contenu) afin de créer une plateforme générique capable de traiter tout type d'enquêtes, avec des tests concluants réalisés lors d'une enquête emploi. Le troisième et dernier projet vise à la diffusion des données collectées via le web et des applications mobiles. L'objectif à terme étant de généraliser l'utilisation des technologies mobiles pour toutes les enquêtes de l'INS.

20. La seconde présentation faite par Mesdames Doa'a Ahmed Ragheb (Ingénieur génie logiciel) et Mme Sherine Abd El Khaleq (Administratrice de bases de données), de l'Agence Centrale pour la Mobilisation Publique et les Statistiques (CAPMAS), Égypte s'est appesantie sur les « Résultats de l'utilisation de la technologie mobile par l'Égypte : CPI et recensement ». L'expérience de l'Égypte a décrit comment les méthodes de travail de CAPMAS ont été modernisées en incorporant les nouvelles technologies au service de la collecte, la vérification, la sécurisation et la diffusion des données. L'utilisation de tablettes et de GPS a été mise en exergue par le biais de l'IPC et du recensement de la population de 2017 ; les informations sur les ménages ayant été collectées électroniquement avec géolocalisation. Ces techniques ont permis d'améliorer la qualité, la sécurité et la fiabilité des données. Elles ont aussi contribué à améliorer le contact avec les équipes sur le terrain, à réduire les coûts et à améliorer les capacités des employés.

21. A l'issue des discussions de la session, les participants ont souligné l'opportunité d'avoir des échanges d'expériences de ce type et salué l'effort des deux présentations qui ont couvert tous les aspects relatifs à l'utilisation des technologies mobiles pour la collecte, le traitement et l'utilisation des données, en mettant l'accent sur l'importance de la qualité des données qui passe notamment par le suivi rigoureux des agents en charge de la collecte. La possibilité de réduire les coûts induits par l'utilisation des technologies pour la collecte des données a été jugée comme un argument important pour que l'utilisation de ces techniques soient rapidement étendue à tous les pays de la sous-région. L'importance d'assurer la pérennité de l'utilisation de ces techniques a également été discutée. Les obstacles liés à l'utilisation des technologies mobiles par les pays ont toutefois été mentionnés, tels que : le manque de coordination entre les pays de la sous-région, les institutions et infrastructures pas toujours adéquats, les ressources et capacités souvent limitées, et le cadre législatif parfois inadapté entourant l'utilisation de nouvelles technologies. Pour surmonter ces défis, il est important que les pays de la sous-région travaillent étroitement, en reformant et modernisant les systèmes nationaux de collecte des données.

22. Les présentations et discussions ont mis en exergue les recommandations suivantes :

- Renforcer la collaboration entre les ONS les Centres de recherche, afin de tirer le plus de bénéfices de l'utilisation des technologies mobiles.
- Assurer la pérennisation de l'emploi des technologies mobiles par les états Membres de la sous-région. Il est notamment suggéré que les outils technologiques (tels que les tablettes et GPS) soient partagés entre les pays afin de limiter les coûts liés à l'acquisition de ces technologies ; il est d'ailleurs proposé que le Secrétariat de l'UMA joue un rôle dans la coordination de l'utilisation de ces outils, d'un pays à l'autre, en Afrique du nord.
- Encourager les Etats Membres à recourir systématiquement aux technologies mobiles et la généraliser a tout type d'enquêtes (IPC, recensement, emploi, etc.).
- Faire le plaidoyer auprès de la CEA afin qu'elle continue à apporter son soutien aux Etats Membres de la sous-région afin de renforcer leurs capacités à utiliser les technologies mobiles pour la collecte et l'utilisation des données.

Session 4 : Présentation des études de cas nationales et le rapport provisoire de l'étude sur la révolution des données en Afrique du Nord

23. Cette session a connu deux présentations. La première par le représentant de l'ONS de l'Algérie et la seconde par le Consultant qui a coordonné l'étude.

24. M. Zidouni Hamid, Directeur General Adjoint, Office National des Statistiques, Algérie, a présenté les éléments essentiels de mise en œuvre de la révolution des données par l'ONS en Algérie. Il a rappelé le concept de la révolution des données comme :

- Un concept n'ayant pas de définition type ou standard, qui a une notion de transformation, évolution, Profondes mutations ;
- Une litanie de mots clés : Données, Volume, Vitesse, Qualité, Pertinence, Accessibilité, Transparence, Nouvelles sources, Technologies Innovantes, désagrégation ;
- Selon PARIS 21 on parle de 132 révolutions de données ;
- Elle n'a pas nécessairement la même signification d'un SSN à l'autre.

25. M. Zidouni a indiqué que parmi tous les acteurs du SSN, les INS ont un rôle particulièrement important a joué. Il a fait savoir qu'il n'existe pas de modèles normatifs ou particuliers pour la mise en œuvre de la révolution des données, mais plutôt un ensemble de principes et des orientations. Il faut avoir la flexibilité pour adopter et adapter les nouveaux concepts, les contextualiser et aussi prendre en compte le fait que le concept est étroitement associé à l'agenda de développement post-2015 et les ODD. Il a indiqué les pistes de mise en œuvre à travers :

- Un cadre institutionnel légal et adapté ;
- Une meilleure coordination inter institutionnelle ;
- Une plus grande mobilisation des sources administratives ;
- Une meilleure prise en compte des préoccupations des utilisateurs ;
- La modernisation du SNIS ;
- Un renforcement du partenariat et coopération internationale.

26. Le représentant de l'ONS a terminé sa présentation sur les démarches en cours à l'ONS à la mise en œuvre de la révolution des données, surtout sur le cadre institutionnel et légal plus adapté (La statistique algérienne est bien encadrée par un arsenal juridique assez complet : Loi statistique 1994, textes ONS, textes CNS, conventions d'échange d'informations; les nouveaux besoins en statistique consistent à une mise à jour de certaines dispositions du cadre institutionnel qui doit être amélioré ; la clarification sur le dilemme accès aux micro-données et la confidentialité statistique ; donner plus de prérogatives au CNS et donner la force de loi à ses délibérations ; intégrer de manière plus explicite le cadre assurance qualité dans le processus de conception des opérations statistiques, de la collecte, exploitation et diffusion des données statistiques; introduire des conventions ou protocoles d'accord entre les différents acteurs du SSN pour la transmission des données notamment celles provenant des sources administratives; et se préparer à l'ère du « Big Data » et de la possible intervention de partenaires non traditionnels dans la production statistique (secteur privé, opérateurs de la téléphonie mobile, réseaux sociaux, ...etc) tout en étant vigilant sur les questions d'Ethique, de déontologie, de confidentialité, professionnalisme.

27. Professeur El Lachhab Fathi, consultant auprès du Bureau Afrique du Nord pour coordonner l'étude sur la révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle, a présenté le contexte général, les objectifs, la méthodologie et les résultats de l'étude. Sur la base sur la deuxième journée mondiale de la Statistique des Nations Unies (2015) : « Des meilleures données pour une vie meilleure », on a constaté comme suit :

- L'importance pour les pays de disposer de données de qualité, à jour et ventilées ;
- Le développement des capacités statistiques s'impose, tant pour les pays (notamment les pays de l'Afrique du Nord), que pour les institutions Panafricaines et les fournisseurs de coopération pour le développement ;
- Les efforts de renforcement des capacités statistiques : Stratégies Nationales de Développement de la Statistique (Mauritanie, Soudan); Plans de développement & Réformes des cadres juridiques, des dispositions législatives et des politiques (Algérie, Egypte, Tunisie).

28. M. El Lachhab a souligné que les objectifs étant reliés au Consensus Africain sur les Données : des actions-clés pour remédier au déficit des données et renforcer les capacités statistiques des SSN et comment profiter du potentiel transformateur de la révolution des données en Afrique du Nord. Quatre principaux objectifs ont été identifiés :

Objectif 1- Evaluer l'état de préparation des SSN des pays de l'AN à fournir les données de base et à assurer le suivi du programme 2030 et de l'agenda 2063 ;

Objectif 2- identifier les parties prenantes des écosystèmes de données et analyser leur cadre organisationnel ;

Objectif 3- Identifier les lacunes et les obstacles des SSN ;

Objectif 4- Mettre en place une feuille de route qui permet aux pays de l'AN de tirer meilleure parti de la révolution des données et de renforcer leurs SSN.

29. Il a fini sa présentation sur la méthode qui a été adoptée (collecte et mission sur le terrain) et les résultats de l'étude. Les résultats sont entre autres : un diagnostic exhaustif de préparation des SSN des pays de l'AN à fournir les données de base et à assurer le suivi du programme 2030 et de l'agenda 2063 ; un état des lieux de l'écosystème de données dans les pays de l'Afrique du Nord ; une évaluation des capacités statistiques des SSN à partir de l'indicateur de Capacité Statistique de la Banque Mondiale (ICS) et l'utilisation des normes et les codes de bonnes pratiques pour évaluer les SSN. Cette évaluation a porté sur l'environnement institutionnel : Code de bonne pratique de la statistique européenne. En ce

qui concerne la qualité des données, il sert servir du Cadre d'Evaluation de la Qualité des Données du FMI (CEQD). Enfin, il a partagé avec les experts comment une révolution des données pour mieux servir le développement des SSN et combler la fracture des données sur les ODD et l'Agenda 2063 est possible.

30. A la suite des deux présentations, les discussions ont porté sur la prise en compte des spécificités nationales afin de rendre le rapport beaucoup plus consensuel. Il a été demandé qu'il y ait une gouvernance plus efficace par rapport aux statistiques. La collecte de données devrait être basée sur une coopération au niveau des différents ministères et instituts de statistiques. En effet, tous les efforts doivent être réunis pour que les données soient fiables et utilisables. Dans ce cadre, les instituts nationaux de statistiques devraient assurer la collaboration et le suivi. En ce qui concerne les recommandations par rapport aux pays, les institutions internationales telles que les Nations Unies devraient élaborer des recommandations propres à chaque pays vu le fait que le contexte diffère d'un pays à un autre.

Session 5 : Les statistiques de l'emploi en Afrique du nord : quelles sont les principales bonnes pratiques, les défis et les perspectives ?

31. Les présentations faites dans cette session, ont été sur les expériences de certains pays membres de l'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie et Soudan) en matière de statistiques de l'emploi, particulièrement importante dans le contexte de la réalisation des objectifs de développement durables (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies mais aussi dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, compte tenu de la place centrale qu'occupe l'emploi dans ces deux agendas.

32. M. Zidouni Hamid, Directeur General Adjoint, Office National des Statistiques, Algérie, a passé en revue quelques bonnes pratiques du cas de l'Algérie sur les statistiques de l'Emploi en Afrique du Nord. Il a indiqué que l'Algérie a considérablement amélioré la taille de l'échantillon utilisé, la fréquence et la qualité (par le biais de vérifications à partir de données rétrospectives) de ses enquêtes sur l'emploi. La rapidité avec laquelle les enquêtes sont publiées s'est elle aussi fortement améliorée. Les résultats sont communiqués par voie de presse et publiés sur Internet. Afin d'améliorer l'exactitude des messages qui ressortent des enquêtes, des formations sur site et en lignes ont été développées (pour les statisticiens et journalistes) avec le soutien de l'Union Européenne (UE). Une feuille de route a également été produite afin d'assurer la démarche qualité, basée sur le Cadre d'Assurance Qualité (QAF) de l'UE et de Code de Bonnes Pratiques (CoP) de l'UE adapté aux pays de la rive sud de la méditerranée.

33. M. Kamel Gaanoun, statisticien chargé des enquêtes sur l'emploi, Haut-Commissariat au Plan (HCP), Maroc, a fait sa présentation sur « L'Enquête Nationale sur l'Emploi au Maroc ». L'objectif principal de l'enquête nationale sur l'emploi du Maroc est de déterminer les caractéristiques du marché du travail du côté de l'offre. Les définitions utilisées pour les indicateurs de l'enquête sont calquées sur les recommandations du Bureau International du Travail (BIT). De nouvelles questions sur la mobilité entre domicile et lieu de travail ainsi que sur la sécurité sociale ont également été intégrées à l'enquête. La couverture géographique de l'enquête et la taille de l'échantillon ont été fortement améliorées. Les techniques de collecte des données ont évolué progressivement avec l'adoption récente du système informatisé CAPI (via l'utilisation d'ordinateurs portables et de poche). La migration sur système de Windows vers Android (pour une exploitation par tablettes) est en cours. Les données sont échangées de manière sécurisée et cryptée entre les différents acteurs impliqués de la collecte à l'exploitation des données. Les résultats des enquêtes sont diffusés par voie de presse et sur le site Internet du HCP, mais il est envisagé d'utiliser prochainement les nouvelles technologies à cet effet.

34. Madame Amany Abdelkhalek Khalil Daoud, Directrice au Ministère de la Planification, d'évaluation des réformes Administratives, a passé en revue l'expérience égyptienne en matière des enquêtes emploi. Elle a commencé par l'historique des enquêtes emploi en Egypte, les objectifs de ces enquêtes, les derniers développements méthodologique et technologique et terminé par les procédures de contrôle de qualité. Elle a indiqué les grandes lignes qui sous-tendent l'enquête emploi en Egypte :

- Mesurer la taille de la main-d'œuvre civile égyptienne au sein de l'État et ses différentes caractéristiques ;
- Mesurer le niveau de l'emploi et l'emploi dans la communauté et les différentes zones géographiques de la République ;
- Faire le suivi de la répartition géographique des opérateurs en fonction d'un certain nombre de caractéristiques, dont les plus importantes sont : (Type - âge - statut éducatif - statut pratique - profession - activité économique - secteur - stabilité du travail - durée du travail).
- Faire le suivi de la répartition géographique des chômeurs en fonction des caractéristiques suivantes : (Type, âge, statut d'éducation, durée de l'incapacité, type d'incapacité précédemment employé / non employé, profession et activité économique du chômeur ayant précédemment travaillé).

35. Elle a passé aussi en revue, les définitions et concepts utilisés dans les enquêtes emplois et a souligné l'importance de plusieurs passages au cours de l'année afin de prendre en compte l'effet saisonnier sur l'emploi et le chômage, soit un total de quatre passages dans l'année.

36. M. Alioune Gueye, Chargé d'Analyse à la Direction des Statistiques sur les Conditions de vie des ménages (DSCV/ONS), Office National de la Statistique de Mauritanie, a présenté l'expérience des statistiques de l'emploi en Mauritanie. Il a partagé les objectifs des statistiques de l'emploi en Mauritanie qui sont de :

- Décrire et faire le suivi du marché du travail : Participation à l'emploi, caractéristiques et conditions de travail, importance de l'accès au marché du travail, etc.
- Mesurer la participation à toutes les formes de travail (rémunéré et non rémunéré): contribution à l'économie (comptes nationaux/comptes satellites), contribution aux moyens de subsistance et au bien-être des ménages (revenus, secteur d'activités)
- Evaluer les différences de participation au marché du travail : Milieu urbain ou rural, femmes ou hommes, jeunes ou adultes, enfants, etc.

37. Le représentant de l'ONS de Mauritanie à faire savoir que les bonnes pratiques en Mauritanie sont l'utilisation des statistiques de l'emploi comme un instrument de politique économique à travers :

- Des programmes de développement internationaux : ODD 2015-2030, Agenda UA 2063 ;
- Programmes de développement nationaux
 - Stratégie de Réduction de la Pauvreté (CSLP 2000-2015) et
 - Stratégie de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030);
- Stratégie nationale de l'emploi (SNE)
 - Politiques de développement des micro et petites entreprises;
 - Politiques de développement des compétences;
 - Programmes par pays de promotion de travail décent.

38. Il a passé en revue les différentes sources (enquêtes ou sources administratives utilisées pour élaborer les statistiques de l'emploi telles que : les enquêtes régulières, les enquêtes non spécifiques (RGPH, EPCV), les enquêtes spécifiques (NRE-SI 2012 et ENE-SI 2017) , les enquêtes non régulières et les fichiers administratifs ; les défis institutionnels (la reconnaissance juridique et politique, l'affectation de ressources suffisantes et d'un personnel qualifié, l'exigence de résultats à travers un suivi permanent des activités et l'évaluation périodique des performances et la répartition des rôles entre les acteurs et assurer une meilleure circulation de l'information entre eux) ; les défis organisationnels (avoir un dispositif de suivi annuel de l'offre et de la demande d'emploi à travers) ; les défis financiers et humains.

39. Enfin il a terminé par les perspectives qui sont entre autres :

- 1) La mise en place d'une structure centrale de coordination du Système d'information sur le marché de l'emploi et de la formation ;
- 2) La réalisation de collecte de données permanentes (exploitation des fichiers administratifs) sur l'offre et la demande d'emploi afin de produire des rapports trimestriels ;
- 3) L'élaboration d'un rapport national sur l'emploi et la formation ;
- 4) L'amélioration de la production d'informations sur les statiques de l'emploi : rapports d'analyse, études thématiques, etc.
- 5) L'amélioration de diffusion/publication des données sous des formats accessibles et exploitables

40. Mme Magda Mohamed Elgaali Hamed, statisticienne, assistante du Directeur en charge du département du développement durable au Bureau de Statistique au Soudan, a fait la présentation sur les statistiques de l'emploi au Soudan.

41. Dans son introduction, Mme Magda présenté les caractéristiques démographiques du Soudan avec une population active dominante et une main d'œuvre moins qualifiée. La dernière enquête emploi réalisé date de 2011. L'enquête est réalisée dans les dix-huit provinces par les directions départementales du Bureau central de statistique. Les résultats sont agrégés par le CBS pour avoir les données nationales. Il a couvert les différentes catégories socio professionnelles, les différents secteurs de l'activités économiques y compris l'emploi des jeunes dans le secteur informel.

42. Les indicateurs du marché du travail, notamment le taux d'emploi et le taux de chômage, doivent être analysé en fonction des avantages comparatifs et du potentiel des régions à créer des emplois. Ces indicateurs dépendent aussi des liens sociaux (notamment l'assistance sociale) tissés entre les différents membres de la société. Ces cercle sociaux, producteurs de normes, peuvent affecter les stratégies des acteurs sur le marché du travail. Comment peut-on prendre en considération ces cercles sociaux dans la collecte de données. Elle a aussi rappelé que le marché du travail soudanais se caractérise par de multiples formes et des modèles différents. Il existe un marché du travail organisé et moderne, mais il existe également un marché du travail informel où les petites entreprises et les entreprises marginales sont dominées par certains établissements utilisant des équipements de pointe et par d'autres traditionnels. À la campagne, on trouve un secteur agricole moderne, l'irrigation et le secteur pastoral. Parmi les caractéristiques du marché du travail au Soudan figurent de nombreux défis et obstacles auxquels la société est confrontée, notamment :

- Déplacement massif des populations des zones rurales vers les zones urbaines et et un surpeuplement dans les villes
- Fort pourcentage de travailleurs migrants à l'étranger
- Manque d'éducation de qualité dans les écoles publiques

- Diminution des possibilités d'emploi disponibles, due à l'inadéquation des compétences et les connaissances acquises
- Les femmes jouissent du droit à l'éducation, mais dans le domaine du travail, certains aspects sociaux continuent d'entraver leur accès au marché de l'emploi
- L'influence des travailleurs étrangers est devenue une question épineuse et aux multiples facettes : les travailleurs étrangers sont devenus un phénomène pour tous, malgré la situation économique du pays, le taux de chômage élevé et la pauvreté que subissent de nombreux Soudanais
- L'inflation des prix affecte les salariés due à augmentation constante des prix. Ainsi le salaire ne couvre même pas les besoins de base
- Le taux de participation des personnes âgées à l'emploi est élevé par rapport à d'autres pays en raison de la faible valeur de l'assurance vieillesse (pensions et pensions d'assurance), ce qui oblige nombre d'entre elles à travailler après l'âge de la retraite à rester dans la fonction publique
- Bien qu'il existe de nombreuses politiques et mesures telles que les projets de microfinance des banques et le projet d'emploi des diplômés, des réformes radicales restent nécessaires

43. A la suite des discussions, les experts ont suggéré qu'il y ait un meilleur alignement entre l'éducation et les besoins du marché. Il a été indiqué de prendre en compte la question migratoire dans ses enquêtes emploi, et que les enquêtes emploi en général couvrent d'autres questions afin qu'elles fournissent des éléments utiles pour la réalisation des ODD. Il a été également souligné que concernant la partie demande du travail, qui n'est généralement pas prise en compte par les enquêtes emploi, il y a un déficit à combler. Dans ce sens, le Maroc est en train de mettre en œuvre un dispositif intégré de l'observation du marché du travail. Ce dispositif devrait permettre, à terme, de faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Session 6 : la révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle : principales conclusions et recommandations.

Recommandations relatives à l'adaptation des législations et des réglementations

À l'endroit des Etats membres :

1. Renforcer l'autonomie professionnelle des Instituts Nationaux de Statistiques (INS) à travers un cadre législatif et réglementaire adéquat si besoin est ainsi que leur indépendance ;
2. Renforcer le leadership des INS en matière d'unification des textes juridiques et adopter des législations qui fixent les attributions de toutes les composantes du Système Statistique National, tout en garantissant l'accès aux données ;
3. Renforcer les Conseils Nationaux de Statistiques en matière de coordination du Systèmes Statistiques Nationaux (SSN) pour réviser les lois et les textes juridiques et adopter une législation qui fixe les procédures d'élaboration, de surveillance et de suivi du programme statistique.

À l'endroit de la CEA :

4. Fournir l'assistance technique aux pays d'Afrique du Nord pour renforcer leurs cadres juridiques et réglementaires ainsi que les relations interinstitutionnelles pour permettre aux systèmes statistiques nationaux de répondre aux nouvelles exigences et aux opportunités offertes par la révolution des données.

Recommandations relatives au renforcement des capacités humaines et techniques

À l'endroit des Etats membres

5. Investir dans les ressources humaines et améliorer les conditions dans lesquelles les INS et les structures sectorielles exercent leurs activités ;
6. Renforcer les capacités des ressources humaines des services statistiques des ministères et institutions publiques ;
7. Encourager la formation continue au sein des INS pour une meilleure adaptation aux évolutions technologiques et complexité des besoins en termes de données.

À l'endroit de la CEA :

8. Fournir une assistance technique en matière de statistiques fondamentales, notamment en termes de compétences et outils techniques nécessaires à l'élaboration des recensements, des enquêtes et à la tenue de registres administratifs.

Recommandations relatives au financement consacré aux données

À l'endroit des Etats membres

9. Assurer la disponibilité des lignes budgétaires dédiées spécifiquement aux structures statistiques sectorielles dans les différents ministères pour leurs opérations statistiques ;
10. Participer au programme "Statistics for Results Facility Catalytic Fund" (SFR-CF) pour couvrir les difficultés de financement des plans de renforcement des capacités statistiques des SSN.

À l'endroit de la CEA

11. Renforcer l'appui technique et financier aux pays membres pour moderniser leurs modèles statistiques et réduire les coûts de production des données statistiques, tout en garantissant leur qualité et leur fiabilité.

Recommandations relatives à la mise en place des mécanismes de contrôle de la qualité des données

À l'endroit des Etats membres

12. Mettre en place une stratégie d'implantation et de renforcement des capacités dans le domaine de la qualité

À l'endroit de la CEA

13. Fournir un appui technique pour renforcer les capacités dans le domaine de la qualité des données statistiques.

Recommandations relatives à l'utilisation des sources de données non conventionnelles

À l'endroit des Etats membres

14. Utiliser de façon optimale toutes les sources de données qu'offre la révolution des données, y compris le big data, afin de générer des statistiques officielles et développer des méthodologies d'analyse appropriées ;
15. Adopter les technologies mobiles par les Etats membres et leurs généralisations à tout type d'enquêtes (IPC, recensement, emploi, etc.) ;
16. Encourager les INS à s'inscrire dans la transition digitale et que chacun puisse développer sa propre stratégie ;

À l'endroit de la CEA

17. Accompagner la modernisation du système statistique national par l'aide à l'adoption de nouvelles technologies au niveau des opérations statistiques ;
18. Institutionnaliser les bonnes pratiques dans le cadre d'une plateforme pilotée par la CEA, par exemple, pour capitaliser le savoir-faire.

Recommandations relatives aux renforcements des programmes des statistiques fondamentales

À l'endroit des Etats membres

19. Renforcer les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil à travers la mise en œuvre et en particulier l'exécution du programme Africain pour l'Amélioration Accélérée de l'Enregistrement des Faits d'Etat Civil et de l'établissement des Statistiques de l'Etat Civil en Afrique (APAI-CRVS) ;

À l'endroit de la CEA

20. Fournir une assistance technique pour la mise en place du programme Africain pour l'Amélioration Accélérée de l'Enregistrement des Faits d'Etat Civil et de l'établissement des Statistiques de l'Etat Civil en Afrique.

Mettre en place des cadres juridiques et réglementaires et des mécanismes organisationnels adéquats pour assurer un meilleur accès aux données y compris les micro-données tout en spécifiant les rôles de chaque intervenant et en garantissant l'anonymisation des fichiers

Clôture de la réunion

44. Au terme des travaux, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a remercié les participants pour leurs appréciables contributions aux travaux de la réunion. Elle a indiqué que le rapport de la réunion et les différentes présentations seront partagé avec tous.

45. La représentante du MDCl, Mme Kalthoum Hamzaoui a remercié la CEA pour l'organisation de cette importante réunion qu'il a jugé très enrichissante. Il a également remercié les participants pour leur participation active. Elle a insisté sur la nécessité d'engager un travail pédagogique au niveau des pays pour expliquer et faire comprendre les enjeux de la révolution des données pour les deux agendas 2030 et 2063.

ANNEXES

ANNEXE I : Programme de travail

Mardi 30 octobre 2018

- 15:00 – 15:30 **Session 1 : Ouverture de la réunion ad-hoc d'experts : « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle » (Point 6 de l'ordre du jour)**
- Allocutions :
- **Mme Lilia Hachem Naas**, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord
 - Coordonnateur Résident des Agence SNU en Tunisie
 - **M. Saidi Hedi**, Directeur général de l'Institut national de la statistique de la Tunisie
 - Présentation des objectifs de la réunion et du programme de travail (**Isidore Kahoui**, CEA-AN)
- 15:30 – 16 :30 **Session 2 : Les méga données et la transformation structurelle en Afrique**
- Etat des lieux, défis et perspectives, **Centre Africain pour la Statistique (CEA-CAS)**
 - La Big data et la transformation structurelle des économies en Afrique, **Centre Africain pour la Statistique (CEA-CAS)**
 - Discussions
- Modérateur : Tunisie
- 16:30 – 17:00 Pause-café
- 17:00 – 18:00 **Session 3 : Enseignements tirés du projet de l'utilisation des technologies mobiles dans la production et l'exploitation des données statistiques dans deux pilotes en Afrique du Nord**
- L'expérience de la Tunisie dans l'application des données de l'indice des prix à la consommation des ménages et l'application à d'autres enquêtes, (INS-Tunisie)
 - L'expérience de l'Egypte dans l'application des indices des prix et l'utilisation des tablettes le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) : CAPMAS
 - Discussions. Modérateur: Soudan

Mercredi 31 octobre 2018

Continuation de la réunion ad hoc d'experts : « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle »

- 09:00 – 11:00 **Session 4 : Présentation des études de cas nationales (Modérateur : HCP, Maroc)**
- Quelques éléments de mise en œuvre : Cas de l'ONS-Algérie (Algérie)
 - Les résultats des études de cas nationales sont présentés (Consultants)
 - Présentation de la synthèse du rapport de l'étude (Consultants)
 - Discussions
- 11:00 – 11:30 *Pause-café*
- 11:30 – 13:00 **Session 5 : Les statistiques de l'emploi en Afrique du Nord : quelles sont les principales bonnes pratiques, les défis et les perspectives ?**
Modérateur : Egypte
- Présentation des expériences des pays membres
 - Discussions
- 13:00 – 14:30 *Déjeuner*
- 14:30 – 16:00 **Session 5 (Suite) : Les statistiques de l'emploi en Afrique du Nord : quelles sont les principales bonnes pratiques, les défis et les perspectives ?**
Modérateur : Soudan
- Discussions
- 16:00 – 16:30 *Pause-café*
- 16:30 – 17:30 **Session 6 : la révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle : principales conclusions et recommandations proposées**
- Discussions
- Modérateur : Mauritanie
- 18:00 – 18:15 **Clôture de la réunion ad hoc d'experts**

ANNEXE II : LISTE DES PARTICIPANTS

États membres

Algérie

1. M. Mohamed Amri
Directeur
Direction Générale de la Prévision et des Politiques
Ministère des Finances
Alger - Algérie
Tél. : +213 21 59 53 24
Fax : +213 550 30 92 42
Emails : mohamed.amri@mf.gov.dz
2. M. Abdelkrim Diaf
Sous-directeur
Organisations sous-régionales et de l'Intégration Continentale à la Direction Générale Afrique
Ministère des Affaires Etrangères
Alger - Algérie
Tél. : +213 21 50 45 45/+213 21 50 43 43
Mob. : +213 69 74 77 058
Emails : mess_nou@hotmail.com
3. Mme Nawal Lammari
Sous-directrice
Direction Générale des Relations Economiques et Financières Extérieures
Ministère des Finances
Alger - Algérie
Tél. : +213 21 59 56 46
Mob. : +213 552 164 828
Emails : Nawel.lammari@mf.gov.dz
4. M. Hamid Zidouni
Directeur Général Adjoint
Office National des Statistiques
Alger - Algérie
Tél : +213 21 77 78 38 / +213 (0) 21 63 99 74 / +213 21 77 78 54
+213 21 77 78 44 / +213 21 77 91 00
Fax : +213 (0) 21 77 78 30 / + 213 21 77 91 00
Email : ons@ons.dz / zidouni@ons.dz / zidouni@hotmail.com

Egypte

5. Ms. Nesma El-Hamzawy
Senior international relations Specialist
Ministry of Planning, Monitoring and Administrative Reform
Cairo – Egypt
Tel : 201 008019146
Email : nesma-mohsen@hotmail.com

Maroc

6. Mme Nezha Riki
Chef de la Division des Questions Economiques et Financières
Direction de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 67 61 24
Mob. : +212 610 58 79 80/ 661 43 97 75
Emails : riki@maec.gov.ma
7. M. Mohamed Hazim
Directeur de l'Observatoire National du Marché du Travail
Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 72 68 16/537 79 40 78
Mob. : +212 0 664 20 31 31
Emails : hazimoh2014@gmail.com
8. M. Abdellah Larhmaid
Conseiller à la Direction de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 76 11 25/23
Mob. : +212 649 80 79 37
Emails : a.larhmaid@maec.gov.ma
9. Mme Siham Souihel
Chargée des Relations avec les Institutions Internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 67 73 67
Mob. : +212 675 49 01 36
Emails : s.souihel@tresor.finances.gov.ma

10. M. Said Zyadi
Chef du Service des Statistiques Commerciales
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 73 93 34
Mob. : +212 659 72 63 21
Emails : szyadi@mcinet.gov.ma /saidzyadi2015@gmail.com.ma

Mauritanie

11. M. Taleb Abderrahmane El Mahjoub
Directeur Général Adjoint
Office National de la Statistique
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 25 30 70 / +222 45 25 50 31
Mob: +222 22 68 47 00
Email : tmahjoub@gmail.com

Soudan

12. Mr. Mirgani Abdalla Indela Glood
Director of Economic Integration
Ministry of Finance and Economic Planning
Khartoum - Soudan
Mob: +249 91 28 19 001
Email: mglood99@gmail.com

Tunisie

13. Son Excellence M. Zied Ladhari
Ministre
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
14. Mme Kalthoum Hamzaoui
Directrice Générale de la Coopération Multilatérale
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 58 154 475
Emails : k.hamzaoui@mdci.gov.tn
15. M. Tarek Bouhlel
Conseiller des Services Publics chargé de la Coopération avec la BAD & les Organisation Régionales
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 254 68 071
Emails : tarel.bouhlel@mdci.gov.tn

16. M. Habib Ben Moussa
Chargé de mission au Cabinet du Ministre, chargé de l'Economie Bleue
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 70 24 39 19
Email : habib.benmoussa@mineat.gov.tn
17. M. Chawki Jaballi
Conseiller des services publics, Directeur de la coopération avec les pays africains et l'Union Africaine
Direction Générale de la Coopération Économique et Commerciale
Ministère du Commerce
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 22 45 83 84/+216 55 87 11 31
Email : chaouki.jaballi@gmail.com
18. Mme Faiza Kallel
Directrice Générale de la Promotion de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 92 09 60 11
Email : faiza.kallel@mfpe.gov.tn
19. M. Béchir Maghrebi
Directeur
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tél :
Fax : +216 71 79 25 59
Mob. : +216 22 93 30 50
E-mail : magherbi.bechir@ins.tn / zgoulli.mouna@ins.tn / ins@mdci.gov.tn
20. M. Faiçal Masmoudi
Directeur au Comité Général du Développement Sectoriel et régional
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 98 26 65 87
Email : f.masmoudi@mdci.gov.tn
21. M. Fehd Trimech
Chargé de mission et Coordinateur Général
Secrétariat d'Etat à l'Immigration et aux Tunisiens à l'Etranger
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 98 74 75 15 / +216 58 10 55 88
Email : fehd.trimech@social.gov.tn

EXPERTS

22. Mme Zahira Abed
Conseillère
Ministère des Affaires étrangères
Alger - Algérie
Tél : +(213) 21 50 45 45/ (213) 21 50 42 47
Fax :+
Mob. : +213 56 12 03 912
Email : z.abedma@gmail.com
23. M. Mohammed Bakalem
Chef de la division des études économiques
Conseil national économique et social
Alger - Algérie
Tél : +213 21 54 11 38 / +213 21 54 21 17
Email : mohammed.bakalem@gmail.com / nadchent@gmail.com
Mob : +213 66 15 21 850
24. Ms. Doaa Abdelkhalek Mohammed Abdelkhalek
Senior Developer
Central Agency for Public Mobilization and Statistics
Cairo - Egypt
Tél : +202 24 02 30 31 / +202 24 02 42 29
Email : doaa_ab@capmas.gov.eg
Mob : +201 09 54 24 703
25. Ms. Amany Abdelkhalek Khalil Daoud
Director
Ministry of Planning, Monitoring and Administrative Reform
Cairo - Egypt
Email : amanyabdelkhalek@yahoo.com
Mob : +201 00 95 11 620
26. Mr. Moussa Ibrahim Moussa Mustafa
Board Member and Head of Data Management Working Group
Egyptian Sustainable Development Forum
Cairo - Egypt
Tél : +202 25 16 15 19 /245
Email : info@esdf.net / ghada_ahmadein@yahoo.com / eadly@hotmail.com
Mob : +201 00 68 12 423

27. Ms. Shereen Mohammed Ahmed Rageb
Team Leader of Database Administration
Central Agency for Public Mobilization and Statistics
Cairo - Egypt
Tél : +202 24 02 30 31 / +202 24 02 42 29
Email : shereen_r@capmas.gov.eg / shm272@yahoo.com
Mob : +201 02 20 17 344
28. Mr. Ahmed Amawi Robin Youssef
Commercial Counselor
Egyptian Commercial Service (ECS) Ministry of Trade and Industry
Cairo - Egypt
Tél. : +202 23 42 40 30/+202 23 42 15 51
Mob. : +201 11 23 43 509
Emails : amawi@ecs.gov.eg / techoff@ecs.gov.eg
29. M. Hassan Agouzoul
Senior Expert en développement durable et territorial
Conseil Economique, Social et Environnemental
Rabat - Maroc
Tél : + 212 538 01 03 43 / 23
Mob: +212 661 95 92 95
Email: h1.agouzoul@gmail.com / h.agouzoul@ces.ma
30. M. Mohamed Assouli
Chef de Division des projections et de la prospective
Haut-Commissariat au Plan
Rabat - Maroc
Tél : + 212 537 57 69 00
Fax.: +212 537 57 69 13
Mob : +212 660 10 21 79
Email : m.assouali@hcp.ma
31. M. Kamal Gaanoun
Statisticien des enquêtes sur l'emploi
Direction de la statistique
Haut-Commissariat au Plan
Rabat - Maroc
Tél : + 212 537 77 32 44
Fax.: +212 537 57 69 13
Mob : +212 643 45 38 40
Email : k.gaanoun@hcp.ma

32. M. Mustafa Terhzaz
Chef de la Division de l'Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable
Secrétariat d'Etat chargé auprès du Ministre de l'énergie, des Mines et du Développement Durable,
chargé du Développement durable
Rabat - Maroc
Tél : + 212 537 56 46 82
Fax :+212 537 57 66 42
Mob : +212 661 34 79 92
Email : terhzaz_env@yahoo.fr
33. M. Abd El Aziz Bahah
Chef de Service de la cartographie et du SIG
Office Nationale de la Statistique
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 25 30 70
Mob. : +222 26 30 62 36
Email : aziz_bahah@yahoo.fr
34. M. Alioune Gueye
Chargé d'Analyse à la Direction des Statistiques sur les Conditions de vie des ménages (DSCV/ONS)
Office National de la Statistique
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 25 30 70
Fax :+222 45 25 51 70
Mob. : +222 44 51 43 48
Email : mmsbacar@gmail.com
35. M. Mohamed Saleh Sidna
Conseiller Technique
Direction de la Coordination de la SCAPP Ministère de l'économie et des Finances
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 24 38 49
Mob. : +222 36 30 21 26
Email : sndah@hotmail.com
36. Mr. Isa Ali Baker Abbaker
Director
Central Bureau of Statistics
Khartoum - Soudan
Tél : +249 83 77 72 55
Mob : +249 11 34 19 693
Email : badaweena85@gmail.com / cooperationunit@gmail.com/ dg@cbs.gov.sd / info@cbs.gov.sd
37. Mr. Abbas Koriena Mohamed Elawad
Secretary General
National Council for Strategic Planning
Khartoum - Soudan
Tél : +249 183 79 80 79 / Mob : +249 12 36 68 881
Email : korinasammani@yahoo.com

38. Ms. Magda Mohamed Elgaali Hamed
Statisticien, SDGs Dpt
Assistant - Manager
Administration of International Relations, Public Relations, Information and Sustainable Development -
Department of Sustainable Development.
Central Bureau of Statistics
Khartoum - Soudan
Tél : +249 83 77 72 55
Mob : +249 99 24 60 363
Email : goda.07@hotmail.com / cooperationunit@gmail.com/ info@cbs.gov.sd / dg@cbs.gov.sd /
39. M. Mosbah Abaza
Ministère des Affaires locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98385473
Email: mosbah.abaza@mineat.gov.tn
40. M. Riadh Abdenmour
Ministère des Technologies de communication et de l'Economie numérique
Tunis - Tunisie
Tel: +216 99209405
Email: riadh.abdenmour@tunisia.gov.tn
41. M. Belgacem Ayed
Président du Comité Général du Développement Sectoriel et régional
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 98 65 02 21
Email : belgacem.ayed@mdci.gov.tn
42. Mme Alaya Becheikh
Directeur Général de Financement de l'Economie et de Suivi du Secteur Financier
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Email : alaya.becheikh@mdci.gov.tn
43. M. Bassim Hfaiedh
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 58646516
Email : hfaiedh.bessam@mdci.gov.tn
44. M. Mohamed Ben Hamouda
Agence Nationale de Protection de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tel: +216 93026311
Email: medhammouda@hotmail.com

45. Mme Noura Ben Mohamed Kasmi
Chef de Service de la coopération avec les pays africains et l'Union Africaine. Direction Générale de la
Coopération Économique et Commerciale
Ministère du Commerce
Tunis - Tunisie
46. Mme Rania Ben Nejeh
chef de service à la Direction Générale de la Promotion de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
47. Mme Houda Boubakri
Chargé de mission au Cabinet
Secrétariat d'Etat à l'Immigration et aux Tunisiens à l'Etranger
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 20 31 44 72
Email : houda.boubakri@social.gov.tn
48. M. Mounir Dakhli
Directeur à la Direction de la Coopération Internationale et Relations Extérieures
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
Email : mounir.dakhli@mfpe.gov.tn/
dakhlimounir62@gmail.com
49. M. Hamed Daly Hassen
Professeur de l'enseignement supérieur-Agriculture et Economie Rurale et Directeur Général à
l'Observatoire National de l'Agriculture
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydraulique et de la Pêche
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 71 89 32 94
Mob. : +216 52 34 20 06
Email : dalyhassen.hamed@iresa.agrinet.tn
50. M. Mosaab Dergaa
Sous-directeur à la diffusion et responsable open data à l'INS
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Fax : +216 71 79 25 59
Mob. : +216 21 22 25 89
E-mail : dergaa.mosaab@ins.tn / ins@mdci.gov.tn / zgoulli.mouna@ins.tn
51. M. Nasreddine Dridi
Sous-directeur à la Direction Générale des Prévisions
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Email : nasreddine.dridi@mdci.gov.tn

52. M. Nejib Elkhelifi
Directeur Informatique et membre de l'équipe projet d'utilisation des technologies mobiles
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 89 10 02
Fax : +216 71 79 25 59
Mob. : +216 96 87 48 24
E-mail : elkhelifi.nejib@ins.tn / ins@mdci.gov.tn
53. M. Lotfi Fradi
Président du Comité Général des équilibres globaux et de la statistique
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 53 16 92 12
Email : lotfi.fradi@mdci.gov.tn
54. Mme Raoudha Jaouani
Directeur au Comité Général du Développement Sectoriel et régional
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Mob. : +216 21 80 78 73
Email : raoudha.jaouani@mdci.gov.tn
55. M. Samir Khedhira
Agence Nationale de Protection de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tél.: +216 71 233 600
Fax: +216 71 232 811
Mob: +216 97975288
Email: samirkhedhira@yahoo.fr
56. M. Kamel Labiadh
Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
Tel: +216 55405230
Email: labiadh.kamel@gmail.com
57. M. Mustapha Mezghani
Directeur Général
2CW/M&M Consulting
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 85 87 50
Mob. : +216 98 32 16 96
Email : Mustapha.mezghani@planet.tn

58. M. Iyad Abid
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 21220491
59. M. Fathi Alkhmiri
Institut Tunisien des Etudes Stratégiques
Tunis - Tunisie
60. M. Mongi Ben Chabane
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives
Tunis - Tunisie
61. M. Mehdi Ben Haj
Ministère des Affaires locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tel: +216 58176579
62. Mme Neila Ben Khelifa
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Email: neila.benkhalifa@mdci.gov.tn
63. Mme Mariem Ben Rhayem
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 58902408
64. Mme Ghaya Fatnassi
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 52312300
Email : ghaya.fatnassi@mdici.gov.tn
65. Mme Sana Haouari
Ministère des Technologies de Communication et de l'Economie Numérique
Tunis - Tunisie
66. M. Habib Lahouij
Ministère des Finances
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98266307
Email: hlahouij@finances.tn
67. M. Slim Lasta
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98916692
Email: slim.lasta@mdci.gov.tn

68. M. Chokri Mezghani
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
T: +216 22749362
Email: Chokri.mezghani@mineat.gov.tn
69. M. Hedi Saidi
Directeur Général
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tel: 50844501
70. M. Anis Zarmdini
Conseil National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98370845
Email: aniszarmdini@gmail.com

Corps diplomatique

Ambassade du Royaume du Maroc en Tunisie

71. SE Mme Latifa Akharbach
Ambassadrice
72. M. Abderrahim Elqasmi
Tel : +216 58900612

Ambassade de la République d'Algérie en Tunisie

73. M. Ezzedine Bachad

Ambassade de la République Démocratique du Congo

74. M. François Manduakila
Tunis - Tunisie
Tél : +216 54665192
Email : francoismanduakila@yahoo.fr
75. Mme Matali Micheline
Deuxième Conseiller
Ambassade de la République Démocratique du Congo
Tunis - Tunisie
Tél : +216 50844889
Email : michelinematadi@gmail.com

Communauté économique régionale

Union du Maghreb Arabe (UMA)

76. M. Taieb Baccouche
Secrétaire Général
Union du Maghreb Arabe
Rabat - Maroc
Tél : +212 537 68 13 71 / 72 / 73 / 74
Fax : +212 537 68 13 77
Mob : +212 641 42 42 42
Email : sg.uma@maghrebarabe.org/
77. M. Imed Ben Hadj Hamouda
Chef de division
Union du Maghreb Arabe
Rabat - Maroc
Tél : +212 537 68 13 71 / 72 / 73 / 74
Fax : +212 537 68 13 77
Mob : +212 641 42 42 42
Email : imedbenhadjhamouda@gmail.com
78. M. Rabii Sakhi
Responsable du Service Statistique
Union du Maghreb Arabe
Rabat - Maroc
Tél : +212 537 68 13 71 / 72 / 73 / 74 / 76
Fax : +212 537 68 13 77
Mob : +212 661 33 98 30
Email : statistiques.uma@gmail.com

Organisations internationales et régionales

Groupe de la BAD

79. Mme Audrey Chouchane
Economiste
Groupe de la BAD
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 10 16 91
Mob. : +216 21 18 47 85
Email : a.chouchane@afdb.org
80. M. Salaheddine Saidi
Groupe de la BAD
Tunis - Tunisie
Tel: +216 92012863
Email: s.saidi@afdb.org

Délégation de l'Union européenne

81. M. Riccardo Mosca
Ministre Conseiller
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 960 330/216 71 139 257 / Fax :+216 71 960 302
Mob. : +216 53 795 342
Email : Delegation-Tunisia@eeas.europa.eu
Riccardo.mosca@eeas.europa.eu

AFRISTAT

82. M. Paul-Henri Nguema Meye
Directeur Général Adjoint
Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT)
Bamako - Mali
Tél : +223 20 21 55 00 / +223 20 21 60 73 /+223 20 21 55 80 /+223 20 21 6071
Fax : +223 20 21 11 40
Mob : +223 66 74 14 40 / 757 14 414
Email : cosme.vodounou@afristat.org / nguemameye@afristat.org / afristat@afristat.org

Organisations patronales

83. M. Samir Majoul
Président
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
Tél : +216 71 142 000
84. M. Maher Fki
Directeur Central Affaires Economiques
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
Tel : +216 71 142 000
Email : m.fkih@utica.org.tn
85. Mme Sheherazade Berrehouma
Directrice de la Coopération Internationale
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 14 20 50
Fax : +216 71 80 97 04
Mob. : ++216 98 41 51 05
Email : s.belaiba@utica.org.tn
86. M. Mustapha Abdelhadi
Fédération nationale du Cuir et chaussures
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie

87. M. Khaled Sellami
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
Email : Khaled.sellami@lecnt.com

Institutions financières

88. M. Sami Moulay
Directeur des Etudes économiques et de la Coopération
Banque Maghrébine d'investissement et de commerce extérieur
Tunis - Tunisie
Tél : +216 70 246 140
Mob. : +216 99 28 28 82
Email : sami.mouley@bmice-maghreb.org

Système des Nations Unies

PNUD Tunisie

89. M. Diego Zorrilla
Coordonnateur Résident, PNUD Tunisie
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 31 37 91 10
Fax : +216 71 90 37 29
Direct : +216 71 90 07 94
Email : Diego.zorrilla@one.un.org / alia.ben-abdallah@undp.org

90. Mme Aida Robbana
Chef du Bureau du Coordonnateur Résident en Tunisie
PNUD Tunisie
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 31 37 91 10
Fax : +216 71 90 37 29
Email : aida.robbana@one.un.org

PNUD -Mauritanie

91. Mme Salma Cheikh Melainine
Economiste
PNUD Mauritanie
Nouakchott - Mauritanie
Tél. : +222 45 25 24 09
Mob. : +222 26 20 60 00 /+222 47 09 68 46
Email : selma.cheikh.malainine@undp.org

FAO-Tunisie

92. M. Mohamed Amrani
Chargé du Bureau FAO en Tunisie et chargé de bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Tunis - Tunisie

Tél. : +216 70 14 57 00
Mob. : +216 71 86 19 60
Email : mohamed.Amrani@fao.org

93. Mme Fatma Ezzahraa Bouallegui
Junior Policy Expert
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Tunis
Tél. : +216 71 14 57 00
Mob. : +216 92 77 68 55
Email : Fatma.bouallegui@fao.org

OIT Tunisie

94. Mme Nawel Belhadj Tounsi
Point focal en Tunisie et Coordinatrice Nationale pour la Lybie
Organisation Internationale du Travail
Tunis - Tunisie
Tél : +216 93 122 290
Mob. : +216 23 22 14 15
Email : tounsi@ilo.org

Médias

95. M. Réda Ainar
Journaliste Reporter
Algérie Presse Service
Alger – Algérie
Tel : +213 66 19 31 355
Fax : + 213 23 56 96 47 / 63
Email: redaainar@hotmail.com
96. Mr. Adel Abdellatif Hussein Sabry Fayek
Editor Manager
Agency Middle East News Agency
Cairo - Egypte
Tél : ++202 22 60 69 64
Mob: +201 11 49 94 244
Email: adelbensabry@yahoo.com
97. Mr. Mohamed Masaud Elhejaj
Head of Economic Department
Libya 218 news
Tripoli - Lybie
Mob. : +962 78 700 9016
Email : m.elhejaj@218tv.net

98. M. Salah Eddine Lemaizi
Journaliste
Les Inspirations Eco
Casablanca -Maroc
Tél : ++212 522 27 27 89
Mob: +212 669 50 35 60
Email: s.lemaizi@leseco.ma / salah.journaliste@gmail.com
99. M. El Hadj Ibrahima Dia
General Manager
Media Financial Afrik
Nouakchott - Mauritanie
Mob : +222 44 59 11 21
Email: ibrahima.dia@financialafrik.com
100. M. Khalid Eltigani Ahmed Elnour
Publisher & Editor
Elaff Newspaper
Khartoum - Soudan
Tél : +249 12 01 90 888
Mob: +249 91 23 54 788
Email: khalidtigani@gmail.com
101. Mme Amira Jenzri
Journaliste
Agence Tunis Afrique Presse (TAP)
Tunis (Tunisie)
Email : jenzriamira@yahoo.fr

Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

102. Ms. Josephine Marealle-Ulimwengu
SPOQD
Economic Commission for Africa
Addis Ababa – Ethiopia
Tel : +251 911201809
Email: ulimwenguj@un.org
103. Mr. Molla Hunegnaw Asmare
Officer-in-Charge of Data Technology Section/Statistician
Economic Commission for Africa
Addis Ababa - Ethiopia
Tél : +251 11 54 43 395
Mob: +251913825023
Email : hunegnaw@un.org

104. Mr. Simon Mevel
Economic Affairs Officer
ATPC
Economic Commission for Africa
Addis Ababa – Ethiopia
Tel : +251 115443695
Email: mevel@un.org
105. Mr. Ernest Cho Chi
Public Information Officer
Economic Commission for Africa
Addis Ababa - Ethiopie
Tél : +251 92 99 07 768
Email : chi@un.org

Consultants

106. M. Fathi El Lachheb, Consultant
107. Mme Houda MEJRI, Consultant - Reviseur
108. M. Cheikh Sidi El-Moctar Sghair, Réviseur
109. Ms. Kenza Aggad, Research Fellow
110. Ms. Alaa Kolkaila, Research Fellow

Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord, Rabat

Tél: +212 537 71 78 29- 537 71 56 13 - Fax : +212 537 71 27

E-mail : eca-sro-na@un.org / Site web: www.uneca.org

111. Mme Lilia Naas Hachem, Directrice du Bureau
112. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste
113. M. Zoubir Benhamouche, Economiste
114. Mme Amal Elbeshbishi, Economiste
115. M. Salem Sebbar, Knowledge Management Officer
116. Mme Marieme Bekaye, Economiste
117. M. Aziz Jaidi, Economiste
118. M. Isidore Kahoui, Economiste
119. M. Ibrahim Ayoub, Administrative and Finance Officer
120. Mme Houda Filali Ansary, Communication Officer
121. M. Mohammed Mosseddek, Assistant de recherche
122. M. Lahcen Hmad, Admin Assistant
123. Mme Aouatif El Arroud, Assistante financière
124. Mme Naima Sahraoui, Assistante de Direction
125. Mme Amal El Korchi, Assistante des achats